

**Commentaires sur le "Projet de programme communiste révolutionnaire internationaliste (pour la IV<sup>e</sup> Internationale) rédigé par le groupe CRI.**

Les camarades du CRI, suite à notre rencontre du 29 juin, nous ont demandé notre avis (au comité de rédaction de Liaisons) sur ce document qu'ils ont rédigé. Les commentaires qui suivent n'engagent que leur auteur, et doivent être compris comme une contribution à une discussion commune.

Les camarades du CRI ont bien évidemment rédigé un *projet* de programme et non un programme complet, encore moins un texte prétendant être "le" programme. Ils se sont dit que puisqu'il faut un parti révolutionnaire, et que pas de parti sans programme, il fallait proposer un programme pour aller vers un parti. Mais la relation entre parti et programme étant dialectique ou si l'on préfère, pour le coup, interactive (le parti c'est le programme, le programme c'est le parti, et réciproquement, et je dirais même plus : le parti c'est ... etc.) tout programme ne saurait être en l'état actuel qu'un projet tant qu'on n'a pas de parti, c'est-à-dire tant qu'on n'a pas d' *Internationale*, révolutionnaire ... Autrement dit, aller vers un parti suppose une élaboration programmatique commune, qui ne soit pas de l'idéologie et qui soit donc ancrée dans un combat pour, partant de l'état d'esprit et des revendications du mouvement réel, poser la question du pouvoir -ce qui est la méthode de Trotsky, je vais y revenir. A mon avis, la définition de cette démarche là -donc notamment le regroupement pour *poser la question du pouvoir*, et *ouvrir des perspectives* à notre classe- loin d'être un détour par rapport à la nécessaire réélaboration programmatique, en est la première pierre, le socle indispensable.

En d'autres termes, je suis assez sceptique sur l'utilité de présenter aux populations, ou du moins à des cercles de militants, des textes qui tentent de faire le tour de ce que doit être un "programme" au stade actuel, et par ce scepticisme je ne crois pas être infidèle à la méthode même du *Programme de transition*, mais au contraire je crois que celle-ci a souvent été mal comprise à cet égard.

Le *Programme de transition* n'a pas seulement été fétichisé et par là même vidé de son contenu, il a aussi souvent été appréhendé comme un catalogue de trucs pour introduire des questions "socialistes" à partir de problèmes quotidiens, ce qu'il n'est pas. Trotsky le présente comme un "pont". Mais un pont vers quoi ? Il écrit : un pont "*entre leurs revendications actuelles* [des masses] *et le programme de la révolution socialiste*.", et, d'après le contexte critiquant la vieille séparation entre programme dit minimum et programme dit maximum, cela peut aussi s'interpréter, de façon voisine, comme un pont entre ce "minimum" et ce "maximum". Or, il ne s'agit pas de cela, et une interprétation figeant la formule sur le "pont" entre revendications actuelles et programme de la révolution est fautive.

En effet, "*Ce qui distingue l'époque actuelle, ce n'est pas qu'elle affranchit le parti révolutionnaire du travail prosaïque de tous les jours, mais qu'elle permet de mener cette lutte en liaison indissoluble avec les tâches de la révolution*." Donc, les revendications quotidiennes et les tâches immédiates "prosaïques" NE SONT PAS "minimales", mais sont déjà "transitoires". Le caractère de l'époque actuelle, (époque de l'impérialisme, de la réaction sur toute la ligne, des guerres et des révolutions ...) réside dans le fait que les contradictions du capitalisme donnent un contenu et une portée révolutionnaire aux contradictions immédiates les plus "terre-à-terre". Il n'y a donc pas une classification à faire parmi les revendications entre celles qui seraient transitoires et celles qui ne le seraient pas, ainsi d'ailleurs qu'entre celles qui seraient "démocratiques" (sous-entendu : démocratiques *bourgeoise*, grave contre-sens, mais ça il faudra y revenir ! ) et les autres, elles sont toutes transitoires.

Entre parenthèses, si nous remontons au document de référence quant à la séparation programme minimum-programme maximum, à savoir le programme d'Erfurt de la social-démocratie, sur quoi porte la critique qu'en fit Engels ? Elle porte déjà sur le fait que sa partie *minimum* est tronquée, à savoir qu'elle parle dans le vague d'un "Etat populaire libre" (une formule d'origine lassalienne) pour l'Allemagne alors que la revendication *minimum et démocratique* d'une République démocratique unitaire, laquelle constitue l'exigence minima selon Engels, est indispensable pour que la social-démocratie joue son rôle révolutionnaire, parce qu'elle pose, à travers la question des institutions du II<sup>e</sup> Reich, la question du pouvoir (et en 1891 nous sommes en fait à l'aube de l'ère impérialiste). Fermons la parenthèse.

Le "pont" que constituent les revendications transitoires ne consiste donc pas à aller d'un "minimum" (qui implicitement serait le bas niveau de consciences de masses terre-à-terre ...) à un "maximum" (qui serait l'étage inférieur du socialisme), dans une vision non dialectique séparant les étages les uns des autres et s'efforçant ensuite de construire des escaliers et autres ponts pour les relier. Avant d'en venir à la nature réelle du dit "pont", encore un mot pour faire comprendre le danger de cette démarche et la nécessité, s'agissant de la méthode marxiste du programme de transition, de le comprendre pour le bannir en toute conscience. Dans les années 1970, la gauche CFDT et des secteurs de la LCR ont eu cette lecture : les "revendications transitoires" étaient des "revendications qualitative" permettant de faire progresser le niveau de conscience en favorisant des "prises de consciences". Ainsi le quantitatif basique, c'est la hausse du salaire, le supplément d'âme "transitoire", c'est l'échelle mobile ; ou encore, le quantitatif c'est la réduction du temps de travail, le pied qualitatif c'est l'échelle mobile des heures de travail

parfois appelée dans ces milieux "partage du travail" ; ou encore, le quantitatif c'est le droit de vote égal et universel, le qualitatif c'est de pouvoir en assemblée générale prendre le pouvoir ... dans l'entreprise. Etc. Je caricature bien sûr (c'est la méthode transitoire qui est grotesquement caricaturée ici, mais ces travers ont existé), mais l'on voit bien l'aboutissant "autogestionnaire" et finalement cogestionnaire du capital et de l'Etat bourgeois auquel cela peut aboutir.

Quand Trotsky écrit le programme de transition, on peut supposer que ces questions n'ayant pas revêtu l'acuité qu'elles auront plus tard, surtout parce que, dans le climat collectif faisant suite en Europe à 1917, la prise du pouvoir n'était pas quelque chose à reprendre et réexpliquer (en tant que nécessité et que possibilité) mais quelque chose de tangible, il écrit en effet de manière très (trop) générale que les revendications transitoires sont un pont entre les revendications actuelles des masses et le programme de la révolution socialiste. Mais c'est pour enchaîner, immédiatement et dans le même mouvement, la phrase qui suit :

*"Ce pont doit consister en un système de REVENDICATIONS TRANSITOIRES, partant des conditions actuelles et de la conscience actuelle de larges couches de la population et conduisant invariablement à une seule et même conclusion : la conquête du pouvoir par le prolétariat."*

Le caractère "transitoire" ne réside pas dans la capacité à cataloguer toutes les catégories de problèmes de l'époque actuelle pour suggérer une solution qui soit à la fois réaliste et perceptible et qui mette le pied dans le programme de la révolution socialiste, il consiste dans l'unification de toutes les revendications, de tous les mouvements du prolétariat sur la perspective de la prise du pouvoir et tout ce qui va vers la prise du pouvoir (affronter l'Etat central bourgeois, le renverser, y porter ses organisations au pouvoir, s'auto organiser pour l'exercice direct du pouvoir au bout du compte) et unifie par là même la politique du front unique ouvrier et la construction du parti comme moyen de la prise du pouvoir par la classe. Le programme de transition n'est que faussement et subsidiairement un catalogue de belles revendications. Celles-ci sont choisies en raison de leur centralité (les salaires et le temps de travail, lutte contre le chômage et la cherté de la vie, qui sont la base des batailles "transitoires" contre le pouvoir et la propriété du capital) ou de leur importance pour que le prolétariat se porte à la tête de la société (questions agraires et nationales, revendications de la petite-bourgeoisie) et les chapitres de stratégie révolutionnaire dans la conjoncture de 1938 (question de l'URSS, attitude envers les partis staliniens et social-démocrates) et de stratégie révolutionnaire générale (front unique, syndicats, comités de grève, piquets et milices, soviets, gouvernement ouvrier et paysan) ont en fait plus de volume dans l'économie générale du texte de Trotsky.

D'où mon "scepticisme" par rapport à la méthode qui préside à votre texte, qui est insuffisamment centrée sur l'essentiel, sur ce point central qui est le noeud de toute construction **politique** révolutionnaire.

Cette remarque ne doit pas dévaloriser ce texte en lui-même. Mais son caractère extrêmement détaché des tâches politiques présentes (en France : quelle attitude envers le gouvernement Raffarin, Chirac et la V<sup>o</sup> République ? au plan international : l'objectif de chasser Bush et compagnie et de mettre fin à leurs guerres et destructions, devraient être les deux points de départ et non des généralités justes mais qui se situent sur un autre plan, qui n'est pas celui d'un programme d'action -rappelons en effet que Trotsky définissait le programme de transition comme un "programme d'action pour la période intermédiaire" de combat pour le pouvoir) fait qu'il ne s'agit en réalité pas d'un projet de programme, mais d'un document de réflexion politique, qui a à ce titre son utilité et qui a certainement été très utile, à un moment donné, pour le cheminement propre de ceux qui l'ont rédigé. Ou plutôt, il s'agit de trois documents de réflexion politique, correspondant aux trois parties qui le composent après un préambule très général sur lequel je suis largement d'accord :

-un document amorçant l'étude des caractères de l'époque actuelle (ce type de document, tout à fait nécessaire, ne relève pas quant à lui de la catégorie des textes types "programme de transition" ou "programmes d'actions") ;

-un document-catalogue reprenant divers aspects de l'intervention révolutionnaire dans la lutte des classes, et qui est la partie du texte qui tombe vraiment sous le coup de la critique qui précède ;

-et un document assez bref, en fait de type introductif, qui pose des questions (plutôt qu'il n'y répond) sur les méthodes de construction et de fonctionnement d'un parti révolutionnaire.

Je vais donc, dans la suite de ces commentaires, suivre le plan du texte en me contentant de reprendre tel ou tel aspect au fur et à mesure qu'ils se présentent, dans ces trois parties, après une brève remarque sur le préambule. Les critiques qui suivent sont autant de "compliments" puisque ce texte les permet et joue donc son rôle d'élément de discussion.

### *Préambule.*

Juste une remarque sur le préambule : vous constatez que les expériences des révolutions et du stalinisme "incitent à penser que le prolétariat ne pourra réaliser victorieusement sa dictature que sous la forme de conseils de travailleurs souverains et fédérés au niveau local, national et international". Tout à fait d'accord (sous réserve que l'interprétation "conseilliste" de cela, au sens des communistes des conseils, est fautive : je vais y revenir plus loin),

mais remarquons quelle conséquence cela a si l'on revient sur les premières années de la Russie "soviétique" : celle-ci cesse très vite d'être "soviétique", pratiquement dès 1918, et le pouvoir a pour forme l'armée, puis l'appareil. Donc il y a dégénérescence très précoce de l'Etat ouvrier ... ceci n'était qu'une incidente, faudra y revenir.

### *Première partie.*

Prenant le contrepied de la "théorie" lamberto-seldjokide sur les forces productives, vous parlez d'une croissance gigantesque de celles-ci tout en ajoutant que son coût est très élevé dans le cadre du capitalisme II faudrait, pour maîtriser cette question remonter par dessus les médiocres oeuvres de Glucstein ; l'analyse du rôle des dépenses d'armements (secteur parasitaire ou secteur III, en référence aux schémas du livre II du Capital) par Mandel -oui, Mandel- et les travaux de Roman Rosdolsky sur les textes de Marx ont joué en vérité un rôle tout à fait décisif dans la genèse de l'idée selon laquelle il restait juste, après le boom d'après-guerre et sans nier celui-ci, de dire que "les forces productives ont cessé de croître" -idée qui, dans l'OCI, fut formulée par Etienne Laurent (Chsenais) et St. Just peu avant 1968, avant d'être reprise et vulgarisée par Lambert en 1969 (la suite du débat là-dessus entre OCI et LCR, avec Henri Weber et Boisgontier (Gérard Bloch) comme acteurs, est une catastrophe, la LCR défendant la notion économiste selon laquelle production qui augmente = accroissement des forces productives et l'OCI mettant l'accent sur le supposé déclin des qualifications et la montée de la "barbarie").

Sur la base du sens que peut avoir, chez Marx, l'expression "forces productives", l'idée qu'elles ont, à l'époque de l'impérialisme, cessé de croître, est juste. "Forces productives" ne signifie pas ici seulement la quantité de biens produits ni la productivité du travail, c'est une notion plus composite et complexe qui n'est pas strictement économique et qui n'est pas "matérialiste" au sens étroit, car elle a une dimension éthico-historique. Sa définition reste donc malaisée.

L'idée est juste non pas en tant que diagnostic économique, sens qu'elle a dans le Programme de transition au 1<sup>o</sup> chapitre duquel il est clairement dit que le problème est qu'il n'y a plus accroissement de la richesse matérielle (en 1938), mais en tant qu'elle permet justement de dire que l'accroissement de la richesse matérielle sous le capitalisme devient une régression (ou une fuite en avant vers la "barbarie"). C'est l'idée de la *transformation des forces productives et forces destructives*. Elles croissent mais sont affectées d'un signe négatif.

Ce caractère négatif est illustré par votre énumération (misère, ignorance, pollution, etc.), encore me semble-t-il que votre manière de présenter les choses reste marquée par l'idée que le capitalisme exprime son "mauvais" côté essentiellement sur un plan quantitatif, en empêchant de faire ce qui serait possible (c'est le cas de chacun des exemples que vous prenez : progrès agricoles, industriels, scientifiques, etc. non utilisés). Vous définissez alors le capitalisme comme un *frein* (relatif ou absolu ?) au progrès. Mais dans le processus de transformation des forces productives en forces destructrices, le capitalisme reste "révolutionnaire" à la manière dont Marx le décrivait dans le Manifeste, il bouleverse tout et s'auto-bouleverse. Il n'arrête pas le progrès et ne le freine que relativement, le bloquant parfois mais l'accéléralant aussi d'autres fois, et il en fait une fuite en avant barbare.

"La contradiction entre l'accroissement des forces productives et le maintien du mode de production capitaliste" est ici une contradiction métaphysique entre la catégorie "mode de production capitaliste" et un phénomène -l'accroissement des forces productives- qui est *interne* et *provoqué* par lui dans un processus où il l'inverse et le contredit : la réalité ne consiste pas dans une contradiction entre la catégorie "capitalisme" et la catégorie "progrès" (c'est là ce qui ressort de votre présentation), mais dans une contradiction *interne* et *constitutive* du capitalisme, le définissant lui-même. Marx la présentait ainsi : contradiction croissante entre le caractère social de la production et le caractère privé de l'appropriation. Si l'on comprend le caractère *croissant* de cette contradiction alors on peut comprendre qu'il soit possible de dire, sous un angle, que les forces productives croissent, et sous un autre -en dernière instance décisif dans le capitalisme- qu'elles ont "cessé de croître", et même qu'elles "cessent de croître" *d'autant plus qu'elles croissent*, puisque tout accroissement signifie aggravation de la contradiction constitutive et donc aggravation de la fuite *en avant* vers la barbarie (mais ce mot est mauvais puisqu'il suggère un recul).

Sous la forme économique, cette contradiction correspond à la fois aux crises et à la baisse tendancielle du taux moyen de profit et la fuite en avant à la combinaison entre la hausse du taux d'exploitation de la force de travail et des moyens, financiers, étatiques, rentiers, parasitaires, de réaliser du capital fictif ou de pomper la richesse globale. Dans la lutte des classes, dont ces formulations sont, justement, des formulations, c'est la classe ouvrière qui représente, et qui avec les moyens de production, est elle-même ce fameux "caractère social de la production", et c'est la classe capitaliste qui défend son appropriation privée.

Libération des forces productives et réalisation du caractère social de la production reposent donc sur l'émancipation de la classe ouvrière. Il faut donc préciser que la classe ouvrière est la classe motrice de la mobilisation révolutionnaire, comme vous l'écrivez, pas seulement parce qu'elle est la "seule qui soit directement subordonnée au capital exploiteur" (est-elle d'ailleurs la seule ? de moins en moins car les prélèvements financiers, fiscaux, rentiers, fonciers, immobiliers et mafieux, qui ne correspondent plus à des reliques précapitalistes mais au parasitisme propre au capital impérialiste, s'exercent de plus en plus sur la masse des autres classes), mais parce

que c'est elle seule qui produit la plus-value du capital et permet donc au mode de production capitaliste de fonctionner et d'exister comme tel, c'est elle qui constitue la principale force productive et que c'est son propre caractère social, sa propre capacité politique, sa conscience et son organisation, qui constituent de la manière la plus aigüe le "niveau de croissance" des forces productives, précisément.

La partie qui suit sur les catégories sociales exploitées et opprimées constitutives de "l'écrasante majorité du genre humain" est intéressante (en particulier le point sur les professions telles que les enseignants) mais un peu surprenante par la classification qu'elle donne -prolétariat, salariés assurant des fonctions publiques, petite bourgeoisie laborieuse, domestiques (ces derniers assimilables à beaucoup des "petits bourgeois laborieux", voir Marx, Théories sur la plus-value, sur Travail productif et improductif). Du point de vue de l'humanité actuelle, il semblerait nécessaire d'envisager les cas, majoritaires en nombre, des paysannerie pauvres à l'échelle mondiale et de la population flottante urbaine des grandes villes, favellas et bidonvilles qui ne peut pas être assimilée automatiquement ni au prolétariat ni à la petite-bourgeoisie ni aux lumpens même si elle en comporte des couches et en a des traits. Certes ces catégories (paysannerie pauvre, population flottante urbaine) ne correspondent pas de façon unilatérale à une place précise dans les rapports de production, mais elles sont produites par ceux-ci -en l'occurrence par l'aggravation des contradictions du capitalisme : son incapacité, tant à alléger les campagnes indiennes aussi bien qu'africaines, tout en créant des villes tentaculaires dans lesquelles l'installation n'est pas un progrès, illustre assez bien l' "anti-croissance" des forces productives.

J'ajoute que vous utilisez à plusieurs reprises la catégorie "propriétaires fonciers" comme une composante spécifique de la classe dominante. La question de la rente foncière n'a rien perdu de son actualité, mais les classes du type de l'aristocratie foncière russe du début du siècle sont aujourd'hui résiduelles. Elles se fondent, avec les autres formes de rentes (immobilière, pétrolière, bureaucratique, mafieuse), avec le capital financier dans le parasitisme propre à l'impérialisme, et d'archaïsme d'origine précapitaliste, deviennent des composantes spécifiques de l'impérialisme, manifestant d'ailleurs encore une fois la "croissance inversée" des forces productives ou l'inversion du progrès (émirs du pétrole ...).

La partie sur le facteur subjectif contient deux séries d'affirmations qui demandent une discussion approfondie.

Accessoirement, je vous signale un point qui me semble une coquille : il est surprenant de parler de "trahison" du Komintern en Allemagne en 1918-1923 ; même en 1923 celui-ci capitule, mais ne trahit pas (bien que les conséquences d'une capitulation puissent être tout aussi graves).

Les deux séries d'affirmations sont celles sur la transformation des organisations social-démocrates et stalinienne en organisations bourgeoises et celles, corollaires, sur la crise de la conscience de classe elle-même.

Le point de vue selon lequel les partis social-démocrates deviennent assimilables à des partis bourgeois repose sur la politique que pratiquent ces partis lorsqu'ils sont au pouvoir depuis les années 1980. Souvent, ceux qui font cette analyse n'étendent pas cette "opprobre" aux partis staliniens pour lesquels ils ont un regard embué et tendre, ce qui n'est pas votre cas. Elle se heurte à plusieurs facteurs :

1°) Opposer la politique de contre-réforme des ex partis "réformistes" au pouvoir aujourd'hui à leur politique passée de partis "ouvriers-bourgeois" suppose qu'alors, ils étaient "réformistes". Or, comme vous le dites vous-mêmes, et je partage cette analyse, les réformes des années 1936 ou 1945 furent des sous-produits de la vague révolutionnaire, et pas l'oeuvre des "réformistes" qui se sont contentés d'en tirer profit pour contrôler la classe ouvrière. Si l'on mesure le degré d' "embourgeoisement" de ces partis à la quantité de coups qu'ils portent à la classe ouvrière, alors c'est en 1914, en s'engageant dans la boucherie, et en 1919, en massacrant Karl, Rosa et les spartakistes, qu'ils battent tous les records et, à cette aune, le Jules Guesdes de 1914 et les Noske et Scheideman du SPD sont d'emblée "pires" que nos Blair, Schröder et DSK !

2°) La remarque précédente ne veut pas dire qu'il n'y ait pas de modification. Effectivement, la bourgeoisie ne fait pas jouer le même rôle à ces partis à partir des années 1980 que dans l'après-guerre. Cela commence avec la France en 1981, puisqu'à partir de là le bilan de leur action aux gouvernements se traduit en contre-réformes, pas en "réformes". Les PS des pays latins et méditerranéens (France, Espagne, Portugal, Grèce), parvenus au pouvoir à cette époque après s'être reconstruits en fait sur la gauche des partis staliniens qui ont assumé l'essentiel de la fonction contre-révolutionnaire des appareils dans les années 1970, une fois au pouvoir engagent des politiques de contre-réforme et passent du keynésianisme au néo-libéralisme (mais comme vous le dites par ailleurs, ce sont là des variantes de la même politique bourgeoise, et le passage du keynésianisme au néo-libéralisme ou "social-libéralisme" peut-il être considéré comme le franchissement d'une barrière de classe ?). Le phénomène dans les années 1990 va concerner pratiquement tous ces partis et jusqu'au PT brésilien (qui n'est pas un parti social-démocrate à l'origine).

Mais à partir du moment où l'on analyse que la politique de ces partis se situe "du côté de l'ordre bourgeois", et sans nier la modification qui se produit alors, il est difficile d'affirmer qu'un saut qualitatif est franchi. Ce qui est vrai est qu'il y a recul des illusions de la classe ouvrière envers eux et distorsion de leurs liens avec elle. Le fait que

toute une frange de leurs dirigeants sont des politiciens issus directement de la bourgeoisie, caractéristique des PS latins depuis Epinay et les années 1970, n'est pas non plus en soi une nouveauté (surtout en France où même un Jaurès a d'abord été un homme politique des partis bourgeois, ce qui ne nous empêche pas de le considérer comme un dirigeant ouvrier, alors qu'on n'en dirait évidemment pas autant d'un DSK).

En conséquence, on ne peut pas affirmer que leur évolution sur ce plan est "irréversible" puisqu'on ne peut pas affirmer que les politiques bourgeoises d'une manière générale ne peuvent pas, devant la menace révolutionnaire, redevenir "réformistes". Ce qui est irréversible, c'est le passage définitif du côté de l'ordre bourgeois de leurs appareils.

3°) Un fait caractéristique indique que la bourgeoisie elle-même ne considère pas qu'il y a eu une telle "mutation", c'est qu'elle considère dans la pratique que ces partis servent à faire le "sâle boulot", à faire reculer la classe ouvrière, mais que c'est à ses partis à elle de reprendre les commandes pour achever la liquidation des acquis ouvriers.

Cette analyse vaut, assurément, pour la France. La "gauche au pouvoir" a eu pour fonction de ramener "la droite", mais la résistance des masses, se transformant en contre-offensive, a régulièrement cassé cette dernière et obligé la "gauche" à revenir. C'est là le cycle qu'on a eu dans les années 80, les mouvements de 1986 ayant comme effet différé la défaite de Chirac en 88, puis des années 90 avec la dissolution de 97 effet différé de décembre 95. Effectivement, le rêve politique de la "gauche plurielle" et de Jospin était d'être installé durablement au pouvoir et d'être reconnu durablement comme son gouvernement par la bourgeoisie, mais on a vu ce qu'il en a été le 21 avril. Dans le cas du PS français, sa tendance à rompre ses liens avec le mouvement ouvrier pour évoluer en parti de type démocrate-chétien (Rocard-Delors-Aubry) ou démocrate à l'américaine (Fabius-DSK) se heurte aux rapports de classe et à la place que, pour des raisons historiques et non en raison de la "nature" de ses dirigeants bourgeois, il y occupe, ce qui fait que toute avancée sérieuse en ce sens entraîne, non pas sa métamorphose, mais sa liquidation en ouvrant un espace sur sa gauche que la bourgeoisie lui demande alors de combler, ce qui est, il est vrai et c'est tant mieux, de plus en plus difficile.

Le cas français vaudrait donc comme démonstration que, justement, la transformation du PS en parti bourgeois n'est pas faite, qu'il y a effectivement une volonté, parmi ses dirigeants, de l'opérer, mais qu'elle se heurte à la réalité. Je conviens que les cas allemand et britannique sont différents et donnent plus de prise à l'analyse selon laquelle ces partis ont "muté". Mais là aussi, il ne faut pas s'en tenir à des formules générales et il faut voir concrètement comment ça se passe.

Le SPD n'a pas du tout été considéré par le capital allemand comme son gestionnaire naturel depuis le début des années 1980, où il a été viré, et pendant la période clef de la pseudo-réunification et de Maastricht. Sa victoire électorale, flanqué des Grünen et du PDS (que je ne considère ni l'un ni l'autre comme des partis ouvriers), en 1998, premier changement de gouvernement directement du à des élections en Allemagne depuis ... 1933, est incontestablement une victoire des masses. Sa politique au gouvernement, de contre-réformes, a produit des crises sérieuses dans ses rangs jusqu'aux sommets (démission de Lafontaine) puis dans les syndicats (aujourd'hui dans l'IG-Metal). Elle aurait conduit au retour de la CDU-CSU au gouvernement en septembre 2002 si la crise des relations inter-impérialistes n'avait produit sa victoire surprise, ce qui ouvre une situation de crise latente.

Le Labour avait essayé et échoué, dès les années 1970, à faire passer notamment les lois anti-grèves et anti-syndicat que Thatcher a fait passer -le Labour "réformiste" et "à gauche toute" des années 70. La défaite de la classe ouvrière infligée par Thatcher s'est prolongé par l'abandon de l'idéologie réformiste traditionnelle, keynésienne et bourgeoise, par ses dirigeants, abandon qui a d'abord été le fait des chefs syndicaux (dont Neil Kinnock, son dirigeant des années 80, était issu). C'est ensuite, en 1994-1995, qu'une couche de politiciens bourgeois (pratiquement, et ouvertement, des mercenaires) chapeaute le parti avec l'accord de la couche supérieure de l'appareil syndical. Parallèlement, le parti bourgeois traditionnel, le parti conservateur, a connu un début d'implosion sur la question européenne et en raison de la décomposition de la vieille bourgeoisie britannique résultat du thatchérisme (destruction de la bourgeoisie industrielle et polarisation financière totale dans la dépendance envers Washington). Comme Blair a annoncé avant les élections de 1997 que sa politique serait thatchérienne et néo-libérale, la classe ouvrière n'avait guère d'illusion mais a quand même choisi de virer les torys. Et comme des secteurs clefs du capital financier ont alors choisi de gouverner par son entremise, il a eu un grand succès électoral. Puis, sur le fond, nouveau en Grande-Bretagne, d'un abstentionnisme massif, il a gagné à nouveau en 2001, se différenciant du sort de Jospin et même et de la réélection de crise de Schröder. C'est donc évidemment dans ce cas que le plus de faits concrets plaident pour dire que le Labour n'existe plus en tant que parti ouvrier. Et pourtant qu'est-ce qui fait l'efficacité de Blair pour la bourgeoisie ? Encore les liens entre les syndicats et le "New Labour". On voit présentement comment la classe remet en question ces liens, mais aussi comment cela ne va pas de soi.

4°) Il n'y a justement pas de muraille de Chine entre l'évolution des appareils du PS, du SPD ou du Labour et celle des syndicats. C'est l'analyse lamberto-hébertiste qui veut que, alors que le PS est pratiquement un parti pétainiste, les "confédérations" CGT et surtout FO sont porteuses du fluide magique nommé "indépendance de

classe". Mais en réalité des faits récents, tels que les débats sur l'affiliation et le financement dans les syndicats britanniques, la crise d'IG-Metal et l'ovation orchestrée de B.Thibault au congrès du PS juste après la poussée vers la grève générale du 13 mai et des jours suivant en France, montrent que les choses ne sont pas dissociables. PS, Labour et SPD sont des partis bourgeois -ouvriers-bourgeois, c'est-à-dire en dernière analyse d'abord et avant tout bourgeois- mais ce genre de choses n'arrivent ni aux démocrates-chrétiens, ni à l'UMP, ni aux démocrates US.

Cela dit, et c'est sans doute là la question réellement importante, dire que ces partis sont toujours "ouvriers-bourgeois" n'aurait jamais du signifier automatiquement qu'il fallait toujours appeler à voter pour eux et appeler les masses à les porter au pouvoir, et la distorsion actuelle de leurs liens avec la classe fait que bien entendu cela est encore moins automatique.

Sur la conscience de classe elle-même, vous indiquez que la politique contre-révolutionnaire des appareils et leur transformation en partis bourgeois porte atteinte à la conscience de la classe ouvrière.

Il serait nécessaire de faire une analyse plus précise et plus concrète des évolutions des dernières décennies. Les situations sont variables et la conscience de classe a connu des évolutions simultanées parfois contradictoires. La classe a à la fois perdu confiance en ses "partis traditionnels", mais sans rechercher immédiatement une alternative, et perdu l'idée d'un but révolutionnaire renversant le capitalisme que nous avons encore dans les secteurs de la classe qui soutiennent le PCF, et aussi dans ceux qui soutiennent la SFIO, il y a quarante ans. La perte relative des illusions et l'effacement de l'idée d'un but à atteindre se contrebalancent confusément. J'ai tendance pour ma part à penser que l'effondrement des régimes staliniens, même sous la forme qu'elle a prise, est la meilleure chose qui pouvait arriver pour la conscience de classe, à terme. D'autre part, celle-ci a évolué sans doute beaucoup plus sous le coup des facteurs "objektifs" (dus eux aussi à la trahison des appareils), précarité, réorganisation "toyotiste" des entreprises, etc.; qui l'ont atomisée et ont fait perdre, dans la jeunesse ouvrière depuis une grosse vingtaine d'années, le sentiment d'appartenance de classe. Cependant, celui-ci revient au galot dès qu'il y a lutte de classe. Au total, je pense donc qu'il faut être très très prudent avec cette idée selon laquelle il y a crise de la conscience de classe. En tant que telle la "conscience de classe" n'est pas une catégorie indépendante (sinon on tombe dans l'idéalisme le plus total). Cette analyse là doit impérativement être affinée sous peine d'être assimilable aux jérémiades des nostalgiques de Yalta qui sont très nombreux et qui encombrant le paysage.

La partie qui suit sur la IV<sup>e</sup> Internationale est très intéressante en ce qui concerne les descriptions du CCI/PT, et je puis vous dire que l'avachissement de la formation que vous dénoncez est aux antipodes de ce que nous connaissions encore jusqu'au tout début des années 1980. Vous avez raison de garder une attitude "laïque" sur le PT, de garder la tête froide et de ne pas tomber dans cet espèce d'ostracisme et de fureur révisionniste qu'affectionnent certains "ex" exclus antidémocratiquement à différentes époques. Le PT est un élément incontournable de toute réflexion tactique sur la France. Cela dit, le degré de corruption de ses cercles dirigeants est, je le crains, au delà de ce que l'on imagine souvent. La fin justifie tellement les moyens pour eux, et s'identifie tellement à leurs petites manoeuvres, qu'ils ne reculent devant rien. Un fait important, à mon avis, présentement, est que le PT algérien ait 20 députés qui ne sont rien d'autres que des otages politiques que lui a octroyé en connaissance de cause la SM (Sécurité Militaire) algérienne pour le récompenser de sa défense conséquente de l'Etat bourgeois dans ce pays, sous couvert de défense de "l'unité de la nation", allant jusqu'à participer à des élections truquées boycottées par les masses.

Cela dit, l'analyse des courants trotskystes dans votre texte se limite à la description des trois principaux courants français, et ne peut donc être rien d'autre qu'un début de description, nullement, en fait, une analyse réelle, laquelle devrait être internationale. Au plan historique et international, il faudrait revenir sur pourquoi et de quel point de vue il était juste de constituer la IV en 38, sur la crise du SWP de 40, élément majeur que l'on méconnaît en France, sur la seconde guerre mondiale, et dans ce cadre sur la crise pabliste. L'approche lambertiste standard de la crise pabliste ne la situe pas dans ce cadre et reste donc, elle-même, "national-trotskyiste". C'est aussi dans ce cadre qu'il faut situer l'analyse des autres courants, comme les courants britanniques dont l'apparition précède (et annonce) la crise pabliste (healyistes, grantistes, cliffistes), sinon on fait de l'entomologie, pas de la politique.

Or, l'intérêt politique de ce travail, et non entomologique, est tout à fait majeur. C'est une des tâches que nous devons assumer ensemble et avec d'autres, et pas la moindre. En attendant, je ne pense pas que l'étiquetage comme "centristes" (terme que vous employez en fait pour disqualifier les courants concernés, or il n'avait pas cette fonction de la part de Lénine quand il parlait par exemple des social-démocrates indépendants, puis de Trotsky quand il parlait par exemple des courants comme le SAP allemand et l'OSP hollandaise qui appelaient de leurs vœux une IV<sup>e</sup> Internationale, puis carrément quand il parlait de la SFIO ou des JSE espagnoles en 34 ; c'est avec le POUM que nous avons, chez Trotsky, un emploi "disqualifiant" de la caractérisation comme "centriste" : avant de la réemployer sommairement, ce qui risque de servir à évacuer l'analyse concrète, il serait nécessaire d'en faire l'analyse critique) réponde aux questions posées.

Attention sur le SU. Je ne me fais aucune illusion sur lui, mais ce que vous en dites reviens en fait à transposer

dans son cas l'analyse de "rompant avec le mouvement ouvrier" que vous faites sur la social-démocratie. Les choses sont plus compliquées et beaucoup plus contradictoires. Ce courant est maintenant au gouvernement au Brésil, et avec le SWP britannique et le DSP australien, la LCR française joue un rôle clef dans le mouvement "altermondialiste". Quantitativement, qu'on le veuille ou non, la LCR française, le courant DS du PT brésilien, flanqués de ces composantes extérieures au SU mais qui gravitent en fait autour de lui que sont le SWP et le DSP, ce n'est pas négligeable. Et puis il faudrait intégrer la situation en Argentine ... Bref il reste du boulot.

### *Deuxième partie.*

Je serais beaucoup plus rapide ici car j'ai dit l'essentiel, au plan de la méthode, ci-dessus au début.

Il est totalement impossible d'aller vers la classe ouvrière munis d'un tel catalogue, car ce n'est rien de plus qu'un catalogue, en tant que tel intéressant -par exemple c'est tout à fait judicieux d'aborder des questions comme les accidents de la route, etc., d'un point de vue socialiste. Mais l'ensemble n'est pas articulé autour d'un axe, lequel à mon avis unifierait trois choses :

- la question du pouvoir,
- la nécessité du parti,
- la politique de front unique ouvrier que je considérerais plus comme une stratégie que comme une tactique et qui n'est aucunement un truc passager à mettre sur le même plan que les revendications sur le droit à la santé ou à autre chose.

Du point de vue global dont il faut partir, les questions environnementales (effet de serre, extinction de la biodiversité, que seul l'accélération du progrès et non son ralentissement peuvent surmonter) deviennent centrales, en tant que soulevant, au plan national et international, la question du pouvoir. La question du pouvoir et celle de la démocratie (que la majorité exploitée et opprimée exerce le pouvoir) ne font qu'un et les revendications "démocratiques" ne doivent pas être un chapitre à part, comme si nous devions être démocrates de manière seulement instrumentale, histoire de taper sur la bourgeoisie, à un moment donné, et puis après la démocratie on s'en fout. (ce ne sont pas là des critiques à votre texte, mais des remarques générales qu'il inspire).

La laïcité peut et doit aussi être introduite comme une question globale et centrale, liée également aux droits des femmes. Juste une remarque pour amorcer la pompe : si on entend par Etat laïque un Etat qui ne s'imisce pas dans les consciences mais qui au contraire les protège autant que faire se peut de toute immixtion, alors seul est laïque véritablement un Etat qui commence à déperrir en tant qu'Etat ...

Comme je fatigue un peu à taper ces commentaires, je dirais encore pour faire vite qu'il nous faudra revenir, ensemble, sur le sujet important de la relation soviets-constituante ...

Ceci dit, je ne voudrais pas avoir l'air de "démolir" vos réflexions dans cette partie. Beaucoup sont précieuses et utiles. Mais la présentation d'ensemble comme énumération ne peut pas avoir d'efficacité politique aujourd'hui.

### *Troisième partie.*

Il ne faudrait pas appeler "Thèses pour la construction du parti" cette partie qui ne définit pas de méthode de construction, mais qui ne fait que donner un certain nombre de recommandations, que je partage dans l'ensemble, et dont la force provient de la volonté de formation des militants, de penser par soi-même. Juste deux remarques :

- sur le FOU, voir ci-dessus,
- sur la démocratie dans le centralisme démocratique, n'ayons pas froid aux yeux. La discussion n'a pas d'autres raisons que la sécurité à être interne. Dans le POSDR et chez les bolcheviks, BI et presse publique du parti étaient confondus. Les divergences dans le parti, surtout dans le parti en construction, ne sont pas des sujets honteux qui doivent être cachés à la classe, ce sont en principe ses problèmes les plus vitaux :! qu'elles soient discutées publiquement. Et pourquoi serait-ce à la direction d' "autoriser" ou non la formation de fractions ? Il faut évacuer toutes ces séquelles du parti-fraction stalinoïde.

Pour cela, ne parlons pas du "parti" comme d'un cadre qui pourrait exister d'un instant à l'autre et qui se plierait à des codifications précises comme si nous avions besoin d'un tel moule ici et maintenant, du genre stage d'un an pour être coopté, etc. Nous n'en sommes pas là et pour le détail des statuts nous verrons bien, la seule chose qu'on puisse affirmer est que toute pré-écriture de statuts sera soit un obstacle au mouvement réel et à la construction du parti, soit sera balayée par les événements. D'un point de vue matérialiste, la forme exprime le contenu, même si le lien est dialectique et que le contenu réclame sa forme ... Mais nous ne pouvons pas accoucher de la forme par la puissance de notre esprit et la force de notre volonté. Nous sommes donc obligés, pour avoir un jour une forme qui convienne, de mettre en avant le contenu. Ce n'est pas là du spontanéisme. On ne fait pas un parti pour faire un parti, mais pour vaincre la bourgeoisie et ses Etats.

Voilà ces quelques commentaires de fin août. A bientôt ...

Vincent Pr sumey.